

# SOUTENIR LES HABITANTS VULNÉRABLES PAR L'AGRICULTURE URBAINE : L'EXEMPLE DE LA VILLE DE QUITO

Alexandra Rodríguez Dueñas  
Responsable du programme AGRUPAR  
Ville de Quito



Participante au programme AGRUPAR dans son jardin urbain  
©AGRUPAR

Alexandra Rodríguez Dueñas est agronome, spécialisée dans la gestion des affaires et la production agroalimentaire biologique. Depuis 2005, elle est responsable du programme d'agriculture urbaine participative AGRUPAR de la municipalité de Quito, en Équateur. Elle est également Vice-présidente du Comité national d'évaluation des approvisionnements biologiques. Elle a œuvré pour l'engagement de Quito dans d'importants réseaux mondiaux en lien avec l'alimentation, comme le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, la Fondation RUAF et le Réseau CITYFOOD. Elle a également participé à la création de la plateforme du Pacte alimentaire de Quito, qui a contribué à définir la première politique alimentaire de la ville.

Le programme d'agriculture urbaine participative de Quito (AGRUPAR) a été créé en 2002 dans le but d'autonomiser des populations vulnérables par la sécurité alimentaire, l'accès à de nouvelles sources de revenus et à l'emploi, en s'appuyant sur l'apport de la recherche appliquée en agroécologie tout au long de la chaîne de production alimentaire. Ce projet contribue au renforcement des capacités en apportant un soutien technique, des infrastructures, une aide à la création d'entreprise ainsi que l'accès au microcrédit. Porté par les collectivités locales, AGRUPAR permet de soutenir les agriculteurs urbains par des politiques intersectorielles de grande envergure. La municipalité de Quito a également bénéficié de l'expertise de ses partenaires internationaux, en termes de méthodologie et de connaissance, pour élaborer une politique locale d'agriculture urbaine dans le cadre d'un système alimentaire plus vaste. Bien que les changements d'administration, les compressions budgétaires et les restrictions réglementaires sur l'utilisation des terres demeurent des défis importants pour le programme, AGRUPAR est aujourd'hui un modèle de politique agricole et alimentaire urbaine, qui pourrait inspirer d'autres villes de la région et au-delà. Le programme a notamment remporté la médaille d'argent du prix Future Policy 2018, décernée par le Conseil pour l'avenir du monde (World Future Council) en partenariat avec la FAO et Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM).

## Le projet AGRUPAR a été créé en 2002 par la municipalité de Quito en vue de soutenir l'agriculture urbaine participative. Quels ont été les principaux moteurs de la création d'AGRUPAR et comment le projet a-t-il évolué ?

Alexandra Rodríguez Dueñas : Même si l'agriculture est une activité ancestrale à Quito, le processus de conception et planification stratégique de ces pratiques au nom d'objectifs économiques, environnementaux et sanitaires est relativement récent.

À la fin des années 1990, quand la ville de Quito s'est retrouvée dans une situation d'urgence, un ensemble de facteurs a entraîné un intérêt accru pour l'agriculture urbaine. L'Équateur était alors confronté à une grave crise économique, qui a encore renforcé le processus d'urbanisation, entraînant une hausse du chômage et de la pauvreté. À cette époque, la ville accueillait des vagues de migrants arrivant depuis la campagne et l'étranger, et Quito a vu sa population doubler, passant de 780 000 à 1,4 million entre 1980 et 2000. On estime aujourd'hui que la population de la ville passera de 2,5 à plus de 2,8 millions d'habitants d'ici à 2022. À l'époque, 48 % de la population de Quito vivait en dessous du seuil de pauvreté. Les familles des bidonvilles et des quartiers pauvres ont commencé à utiliser l'agriculture à petite échelle pour se nourrir, bien que ce mode de culture n'ait pas encore attiré l'attention des autorités. Par ailleurs, la géographie des lieux rend la ville très vulnérable aux glissements de terrain, toujours plus fréquents en raison des températures en hausse et des précipitations plus rares, mais aussi plus violentes, qui accompagnent le changement climatique. La lutte contre l'insécurité alimentaire et la surpopulation constituait donc un défi majeur pour la ville.

La municipalité du district métropolitain de Quito (DMQ) a commencé à s'intéresser au développement d'un projet agricole dans la région. Dans ce but, elle a accueilli en l'an 2000 le Séminaire international « L'agriculture urbaine dans les villes du XXI<sup>e</sup> siècle ». À la fin du séminaire, tous les représentants présents des collectivités locales d'Amérique latine et des Caraïbes ont ratifié la Déclaration de Quito. Celle-ci a fait date en officialisant, pour la première fois, l'engagement des villes à promouvoir activement les initiatives d'agriculture urbaine.

La même année, la ville a organisé la Consultation urbaine de Quito, réunissant différents acteurs tels que la municipalité, les organisations locales et les institutions internationales, afin de jeter les bases de d'un projet municipal d'agriculture urbaine. Un plan d'action s'en est suivi, concrétisé par un programme pilote mis en place à El Panecillo, le centre historique de Quito. Les différents volets du programme consistent à accroître la production alimentaire dans les jardins familiaux, à réutiliser les déchets organiques et à construire une pépinière communautaire.

Fort de ce premier succès, la municipalité de Quito a créé AGRUPAR en 2002, afin d'améliorer la sécurité alimentaire des populations vulnérables de la DMQ. D'abord géré par le Département du développement humain durable, AGRUPAR a été placé en 2005 sous l'autorité de ConQuito, l'Agence pour la promotion économique, dont l'objectif est de promouvoir un développement socio-économique fondé sur l'emploi, l'égalité, l'entrepreneuriat, la durabilité et l'innovation.

## AGRUPAR est un projet municipal et bénéficie à ce titre d'un fort soutien de la ville et ses nombreux partenaires. Dans quelle mesure la gouvernance et l'organisation de cette initiative ont-ils été des facteurs de réussite dans son développement ?

A.R.D. : Plusieurs raisons expliquent le succès du programme AGRUPAR, et sa gouvernance et son organisation ont notamment été essentielles pour développer l'initiative à grande échelle.

La réussite d'AGRUPAR est d'abord directement liée à son intégration au district métropolitain de Quito. Cette entité publique a apporté au projet un rayonnement, un impact et une durabilité qui n'auraient pas été envisageables autrement. À Quito et en Amérique latine, contrairement aux régions développées du monde, l'agriculture urbaine n'est pas une activité récréative mais, pour certains, le principal moyen de subsistance ou la principale source de revenus. L'implication

de la municipalité permet au programme d'atteindre des zones de grande nécessité, trop difficiles d'accès pour les ONG ou le secteur privé. La municipalité établit aussi le lien avec d'autres actions menées par les villes, comme la régularisation de l'habitat informel, la participation citoyenne, le sport, la culture, l'éducation, la santé et la gestion environnementale, tous en lien avec le thème de la sécurité alimentaire.

Ensuite, AGRUPAR a été officiellement reconnue comme une structure indépendante, dotée de son propre budget, au sein de ConQuito en 2010. L'agriculture urbaine est ainsi devenue un service permanent et intégré au sein de l'administration locale. Le budget 2018 s'élevait à 283 336 USD, en plus des 27 000 USD de son fonds d'autogestion. Sur ce montant, 10 % sont consacrés à l'approvisionnement et à la logistique, ainsi qu'à l'élaboration de la politique alimentaire, et 90 % sont alloués aux équipes, constituées d'un personnel opérationnel technique et multidisciplinaire. Il s'agit notamment d'ingénieurs agronomes ou agroalimentaires, de chauffeurs, de gestionnaires, etc. qui peuvent offrir une assistance technique et de meilleures infrastructures aux agriculteurs. Nous sommes en contact direct avec les équipes du programme, d'une part pour les former, mais aussi pour apprendre auprès d'elles, notamment des pratiques ancestrales transmises par les populations arrivant de la campagne andine.

*La réussite d'AGRUPAR est directement liée à son intégration au district métropolitain de Quito. Cette entité publique a apporté au projet un rayonnement, un impact et une durabilité qui n'auraient pas été envisageables autrement*



Couple de participants au programme - ©AGRUPAR

Enfin, le travail que nous effectuons via ConQuito nous permet d'établir des liens étroits avec d'autres services (entrepreneuriat, économie, formation, économie populaire et solidaire, chaînes de production, responsabilité sociale, etc.) et acteurs, tant au niveau national qu'international.

Au niveau national, l'annuaire de ConQuito est constitué de 174 partenaires issus des milieux universitaires, des chambres sectorielles, des ministères, et même de quelques représentants des Nations Unies. Ce mode de gouvernance nous a permis d'intégrer l'agriculture urbaine à d'autres domaines des politiques publiques, tels que la santé, l'environnement, l'éducation, le développement économique, l'inclusion sociale, les plans de développement territorial et la résilience. Cela a grandement contribué au rayonnement du programme, à sa force et à sa durabilité.

Nos partenariats internationaux ont, eux aussi, joué un rôle fondamental dans le déploiement de ce projet d'agriculture urbaine au niveau municipal. La Fondation RUAF a notamment conceptualisé ce que pouvaient et devaient être les objectifs de l'agriculture urbaine. Développés avec d'autres villes, ils ont constitué la base conceptuelle de notre programme dès le début des années 2000. Notre partenariat permanent a permis à AGRUPAR de partager son expérience avec d'autres villes dans le cadre d'alliances mondiales en lien avec les systèmes alimentaires durables, comme le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, le réseau des 100 villes résilientes, le Cities Climate Leadership Group (C40), le Conseil international pour les initiatives environnementales locales (ICLEI) et le réseau CITYFOOD soutenu par la Fondation RUAF et ICLEI.

La FAO est également un partenaire de longue date. Elle a financé deux projets d'agriculture urbaine au sens large, l'un pour les producteurs de légumes et l'autre pour les producteurs de miel. De 2015 à 2017, Quito a été l'une des huit villes au monde dont le système alimentaire a été évalué par la FAO et la Fondation RUAF, dans le cadre d'un projet conjoint sur les systèmes alimentaires des villes de la région. Ce diagnostic a mis en évidence les liens entre les différents éléments et étapes qui composent ce système complexe (production alimentaire, transport, distribution, chaînes logistiques, habitudes de consommation, etc.). Cette étude a eu un impact sans précédent sur la façon dont les systèmes alimentaires sont perçus et intégrés aux questions de durabilité et de résilience. C'est pourquoi, en 2018, nous avons invité divers acteurs du système alimentaire de Quito, agriculteurs, ONG, universitaires, entreprises, et gouvernements locaux et régionaux, à constituer le Pacte alimentaire de Quito. Cette plateforme multi-acteurs est à l'origine d'une réflexion qui pourrait déboucher sur la première politique alimentaire coordonnée à l'échelle de Quito. À tous les niveaux, les institutions et services locaux voient apparaître une nouvelle génération de politiques publiques, qui prennent de plus en plus en compte l'interdépendance entre les domaines, y compris les différents rôles et impacts de l'agriculture urbaine en matière de résilience, de réduction des déchets ou de création d'emplois.

## Au quotidien, quelles sont les principales activités d'AGRUPAR à Quito ?

A.R.D. : La mission d'AGRUPAR consiste à promouvoir l'agriculture urbaine, afin de renforcer la sécurité alimentaire, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'inclusion sociale et les activités génératrices de revenus à Quito. Ce programme cible tout particulièrement l'autonomisation des femmes et des enfants, les communautés vulnérables (personnes âgées, handicapées, au chômage, en réinsertion, etc.) et les minorités (populations indigènes, réfugiés, migrants, etc.). La plupart de nos participants sont pauvres, peu instruits et parfois bénéficiaires de l'aide sociale.

AGRUPAR entretient explicitement les liens entre l'agriculture urbaine et d'autres domaines de l'activité municipale, comme les politiques sociales, environnementales et économiques. Ses principales stratégies de mise en œuvre sont les suivantes : la fourniture d'une assistance technique et le renforcement des capacités, la création et l'amélioration des infrastructures, la gestion des microentreprises, la commercialisation et la promotion, l'accès au microcrédit et la recherche appliquée en agroécologie. Ces actions sont menées tout au long de la chaîne alimentaire :

- a. **Production** : Nous soutenons la production d'aliments biologiques/agroécologiques par les jardins urbains, qu'ils soient gérés par des familles cultivant leurs propres terres, par des communautés gérant les terres appartenant aux municipalités, par des écoles ou des institutions. Nous proposons des formations, fournissons des semences, des semis, des volailles, des abeilles, des intrants et de l'équipement, et construisons des infrastructures pour l'adaptation au changement climatique, comme le compostage, la mise en place d'environnements agricoles contrôlés et d'autres systèmes agroécologiques (micro-serre, irrigation goutte à goutte, etc.).
- b. **Orientation commerciale** : Le programme encourage les producteurs à dépasser les exigences des ménages en matière de sécurité alimentaire et à commercialiser leurs produits par la création de microentreprises, en les formant à la planification, au marketing et à la comptabilité. Les producteurs commencent souvent par les fruits et légumes avant de se diversifier avec la viande, les confitures, les produits sucrés, les pâtisseries, les produits laitiers et les boissons. Nous avons également développé des moyens innovants pour permettre aux agriculteurs pauvres d'accéder au capital : les producteurs se sont réunis au sein de sociétés d'investissement très simples, dont les membres versent une petite somme utilisée comme micro-crédit pour financer les moyens de production.
- c. **Distribution** : AGRUPAR a également développé des « bioferias » (« foires bio » ou marchés de produits biologiques), où seuls sont vendus des produits (frais ou transformés) cultivés par les participants au projet. Ces points de vente exclusifs permettent aux agriculteurs urbains de vendre l'excédent de leur production à un prix équitable pour les deux parties. Ils offrent une solution pour vendre des aliments biologiques cultivés localement, face à l'échec de leur commercialisation sur les marchés municipaux où ils se retrouvaient en concurrence avec des produits à bas coût,

importés et traités aux pesticides. Les agriculteurs se sont également constitués en réseaux pour livrer directement leurs produits aux entreprises de transformation alimentaire, aux hôtels et aux restaurants.

- d. **Consommation** : Ces foires entendent améliorer l'accès aux produits frais tout en sensibilisant aux questions liées à l'alimentation. Elles aident aussi AGRUPAR dans sa mission de promotion des modes d'alimentation sains et de lutte contre la malnutrition à Quito, qui touche 46 % des enfants dans certains quartiers de l'aire urbaine.

AGRUPAR fonctionne sur la base d'un partage des coûts avec les agriculteurs participants. Elle finance en partie le coût de l'obtention de la certification biologique (auparavant supporté à 100 % par les participants). Environ 20 % des investissements dans les infrastructures de production sont couverts par les agriculteurs eux-mêmes (ces cinq dernières années, les agriculteurs ont le plus souvent financé eux-mêmes la totalité des coûts pour une micro-serre ou un système d'irrigation goutte à goutte, sauf les bénéficiaires très vulnérables). Ils doivent par ailleurs payer 1 ou 2 USD pour assister à une session de formation ou recevoir une assistance technique.

Si AGRUPAR intervient principalement dans les zones urbaines, nous soutenons également des projets dans les zones périurbaines et rurales, car l'aire métropolitaine de Quito est composée de 32 communes urbaines et 33 communes rurales. Pour renforcer les liens entre ces entités, nous couvrons l'ensemble du territoire, à condition que les surfaces cultivées soient inférieures à 7 500 m<sup>2</sup> (au-delà de ce seuil, les exploitations sont sous la responsabilité du gouvernement de la province et du gouvernement national).

## Quels sont les résultats et les impacts sociaux d'AGRUPAR à ce jour ?

A.R.D. : Les impacts d'AGRUPAR peuvent être classés en quatre grandes catégories : (1) amélioration de la disponibilité d'aliments sains pour les citoyens pauvres, (2) création d'opportunités économiques pour les agriculteurs urbains, (3) avantages environnementaux, et (4) changements significatifs du comportement des consommateurs.

En 17 ans, la principale réalisation d'AGRUPAR est d'avoir permis l'accès des populations vulnérables à une meilleure alimentation. AGRUPAR a permis la création de 4 400 jardins, couvrant 40 hectares du DMQ et ce nombre est en forte croissance. En effet, 200 nouveaux jardins sont créés chaque année, soit 3 hectares supplémentaires. Les jardins génèrent une production annuelle de plus de 1 200 kg de produits alimentaires. Environ la moitié est utilisée pour la consommation domestique, ce qui contribue à la diversification alimentaire des familles vulnérables et donc à leur santé.

L'autre moitié de la production alimentaire est commercialisée, ce qui constitue un débouché économique intéressant pour les agriculteurs urbains. À ce jour, AGRUPAR a touché 4 500 agriculteurs urbains, périurbains et ruraux vulnérables, couvrant 94 % du district. Le programme a aidé plus de 21 000 personnes, dont 84 % de femmes, grâce à plus de 16 000 sessions de formation et 82 000 interventions d'assistance



Une habitante de Quito achète ses légumes auprès d'une agricultrice locale pendant une « bioferia » ©AGRUPAR

## Les chiffres du programme AGRUPAR

**4 500**

agriculteurs vulnérables urbains, périurbains et ruraux

Une production annuelle de plus de

**960 000 kg**

de produits alimentaires

Plus de 21 000 bénéficiaires, dont

**84 %**

**de femmes**

technique, en plus des 2 000 structures de production construites. Quinze « bioferias » hebdomadaires ou bihebdomadaires ont été organisées (plus de 6 500 au total), permettant de vendre 105 types de produits alimentaires bio, générant 350 000 USD par an. Quarante-huit banques communautaires et plusieurs collectifs d'agriculteurs urbains ont également été créés, offrant de meilleures possibilités de commercialisation à leurs 3 000 membres. Les participants ont ainsi vu leur revenu mensuel augmenter de 175 USD, pour atteindre un revenu moyen de 3 100 USD par an. Le programme a également permis la création d'environ 340 emplois et de 180 petites entreprises, qui sont pour la plupart dans le secteur formel.

Le programme bénéficie aussi à l'environnement. Les techniques agroécologiques avancées promues par AGRUPAR permettent de préserver les sols, d'économiser les ressources en eau et de recycler les déchets (0,65 tonne de déchets par famille et par an). Elles contribuent donc à l'adaptation au changement climatique. Soixante-douze espèces végétales comestibles sont également conservées dans les jardins, un atout pour la préservation de la biodiversité à Quito. Le fait de produire localement en ville permet aussi de limiter les besoins en transports, réfrigération et emballage, ce qui réduit la consommation d'énergie et le recours au plastique. Le programme a également aidé à réhabiliter des terres autrefois abandonnées pour en faire des terres productives.

Nous avons également observé des changements significatifs dans le comportement des consommateurs citadins. La question de l'alimentation, bénéficiant de la visibilité de nos actions éducatives, a fait son apparition au sein du débat national. La population est mieux informée sur la valeur de la

consommation locale, les effets négatifs des pesticides, le rôle des agriculteurs dans les systèmes alimentaires et l'importance d'une alimentation diversifiée et équilibrée.

Dans l'ensemble, le programme a profité directement à un total de 74 000 personnes et, indirectement, à plus de 100 000 personnes, notamment à des consommateurs devenus responsables, mieux renseignés sur la santé et la nutrition et plus enclins à diversifier leur régime alimentaire.

## Le statut de programme municipal explique, au moins en partie, le succès d'AGRUPAR au fil des ans. Avez-vous tout de même été confrontés à des défis en matière de gouvernance, notamment dans un contexte de réduction des dépenses publiques ?

A.R.D. : Il est certain que l'une des plus grandes difficultés est liée aux changements dans l'administration locale, qui génèrent des incertitudes sur le niveau de soutien dont bénéficiera AGRUPAR de la part de chaque nouveau gouvernement. La réduction du budget du programme nous a également obligés à chercher des financements externes, en collaborant avec des ONG et d'autres organismes.

Nous sommes également confrontés à d'autres difficultés. Nous avons dû lutter pour trouver notre place dans les différentes lois et réglementations locales, puisque nous ne disposons pas de

notre propre ordonnance municipale. Il existe un large éventail d'ordonnances en lien avec différents thèmes et nous nous sommes battus pour y inclure l'agriculture urbaine. Finalement, l'agriculture est mentionnée dans le Plan d'action climatique, la Stratégie de résilience, l'Ordonnance sur la responsabilité sociale et la Stratégie de gestion des déchets, entre autres, reconnaissant ainsi ses liens intrinsèques avec d'autres domaines des politiques publiques.

L'utilisation de l'espace public à des fins agricoles s'accompagne également d'importantes restrictions, car il ne peut être exploité que par une association légalement constituée. Cependant, l'agriculture urbaine est surtout utilisée par des communautés qui débouchent rarement sur des entités légales, puisque toute personne vendant de la nourriture cultivée sur des terres municipales doit payer 500 USD par mois - une somme inaccessible pour les participants vulnérables d'AGRUPAR. Ainsi, pour l'instant, seuls 30 % de nos jardins sont situés sur des terrains municipaux. Bien que nous ayons déjà identifié et cartographié les différents espaces publics vacants qui pourraient être utilisés à des fins productives, nous devons encore essayer de faire évoluer la législation foncière de la ville, trop restrictive, pour mieux contribuer à la création de moyens de subsistance et d'emplois. Nous devons notamment prendre en compte le risque d'occupation informelle, qui est élevé dans ces cas-là.

Nous essayons actuellement de mettre en œuvre un projet dans un aéroport désaffecté. La ville a justement attribué une grande partie de ce parc à l'agriculture urbaine. Notre ambition serait de faire de cette zone un centre dédié à la transmission de l'agriculture urbaine à Quito, un espace productif destiné à l'usage communautaire qui comporterait aussi une salle d'exposition pour les différents systèmes d'irrigation et techniques de culture (systèmes de goutte à goutte, agriculture verticale, boîtes de culture, etc.). Nous souhaitons montrer aux visiteurs du parc (10 000 par weekend) que l'agriculture est accessible à tous et modulable à toutes les échelles.

## À la lumière des réalisations d'AGRUPAR, quels conseils pourriez-vous donner à d'autres agences municipales en Amérique latine et dans le reste du monde, si vous pensez que cette expérience est répliquable ?

A.R.D. : Je suis convaincue que le modèle d'AGRUPAR est facilement transposable dans d'autres villes, que ce soit en Équateur, dans d'autres pays d'Amérique latine ou dans d'autres contextes vulnérables, afin de contribuer au développement de politiques alimentaires au niveau national ou local. Un programme urbain local doit avant tout être durable et ancré sur le long terme. C'est pourquoi AGRUPAR n'a jamais tenté d'adopter une position politique, optant plutôt pour la neutralité sur ce plan-là. Le programme a donc survécu à quatre

changements d'équipes municipales et n'est la cible d'aucune opposition forte de la part d'aucun parti. De plus, AGRUPAR n'est pas un programme d'aide sociale, mais un programme participatif : au lieu de distribuer des aides financières, nous partageons les coûts avec les participants. Ils doivent beaucoup s'impliquer pour construire un jardin et apprendre à l'entretenir. Même si AGRUPAR disparaît, les activités de ces personnes pourront perdurer. Le programme a également été en mesure de s'adapter à l'évolution des besoins des agriculteurs, par exemple en développant des activités de microcrédit.

Au niveau national, l'agriculture urbaine est pratiquement invisible, car l'Équateur est un grand exportateur de produits agricoles (bananes, cacao, brocolis, fleurs, etc.) et il y règne toujours une mentalité selon laquelle les aliments sont destinés à être vendus à l'étranger, d'où une indépendance alimentaire fragile. Ainsi, 95 % des aliments sont importés (des autres provinces du pays et d'autres pays) et les petits agriculteurs qui alimentent les villes sont très peu reconnus. Quito s'est imposée comme un modèle national et régional dans lequel la souveraineté alimentaire est mise en œuvre tout en bas de l'échelle, au niveau de l'agriculteur urbain, qui joue un rôle clé dans l'approvisionnement local de la ville.

Cette expérience a démontré le rôle clé de la création d'emplois, de l'esprit d'entreprise, ainsi que l'importance d'un meilleur accès aux légumes et la nécessité de réduire la dépendance alimentaire vis-à-vis d'autres régions en adoptant une vraie responsabilité sociale. D'autres villes équatoriennes ont tenté elles aussi de déployer l'agriculture urbaine, comme Cuenca et Manta, mais l'exemple de Quito montre que ce processus est lent, car il faut d'abord gagner la confiance des personnes vulnérables, obtenir un soutien politique significatif et s'appuyer sur une équipe forte, officielle et axée sur le long terme. Il convient de mentionner qu'AGRUPAR pratique une politique de la « porte ouverte » afin de coopérer avec d'autres villes, car nous encourageons fortement les échanges d'expériences et de méthodologie.

Enfin, notre pratique nous a appris que, dans l'élaboration d'une politique d'agriculture urbaine, la ville doit adopter une approche globale : nous ne devons pas nous contenter de créer des jardins ayant une seule finalité (éducation, loisirs, etc.) mais adopter une vision plus large, afin de répondre aux besoins des différents groupes de la population. Par exemple, les écoliers doivent apprendre à connaître l'origine des aliments, la diversité nutritionnelle et le problème des déchets alimentaires - des informations qu'ils peuvent transmettre à leurs parents. En revanche, dans un jardin destiné aux adultes handicapés, l'accent sera mis sur les sens, comme l'odorat et le toucher, et sur la création d'un sentiment d'utilité et d'intégration dans la société. En attendant, l'agriculture urbaine peut être la première source de revenus d'un ménage dirigé par une femme, en permettant à certaines de travailler à la maison tout en s'occupant de leurs enfants. Enfin, cette agriculture peut constituer une voie d'intégration à la société pour les réfugiés d'origine rurale, notamment colombiens ou vénézuéliens, qui peuvent y trouver un soutien alors qu'ils se sentent déracinés. Ainsi, AGRUPAR a su répondre aux besoins sociaux multidimensionnels de la ville de Quito.

*La ville ne doit pas se contenter de créer des jardins ayant une seule finalité (éducation, loisirs, etc.) mais adopter une vision plus large, afin de répondre aux besoins des différents groupes de la population*